

**IMPACT DU *CRÉDIT AVEC ÉDUCATION* SUR LA NUTRITION DES
MÈRES ET DE LEURS JEUNES ENFANTS :
PROGRAMME DU *CRÉDIT AVEC ÉDUCATION*
DE CRECER EN BOLIVIE**

Barbara McKnelly et Christopher Dunford
en collaboration avec le
programme de nutrition internationale, université de Californie, Davis

Août 1999

Freedom from Hunger
Article de recherche N° 5
1644 DaVinci Court, Davis, CA 95616, USA
programs@freefromhunger.org

© 1999 Freedom from Hunger.
Cette étude d'évaluation a été réalisée avec le soutien du fond de recherche Thrasher, subvention
d'innovation N° 02902-5. Un soutien complémentaire a été reçu de la division de nutrition de
l'UNICEF/New York et de PLAN International.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Depuis 1989, Freedom from Hunger travaille avec des partenaires locaux au développement et à la diffusion d'une stratégie rentable de programme intégré appelée le *Crédit avec Éducation*¹. L'objectif du *Crédit avec Éducation* est d'améliorer le statut nutritionnel et la sécurité alimentaire de ménages ruraux démunis en Afrique, Amérique Latine et Asie. En collaboration avec le programme de nutrition internationale de l'université de Californie à Davis, Freedom from Hunger a entrepris une étude sur plusieurs années des sites du programme du *Crédit avec Éducation* en Bolivie et au Ghana. Le soutien financier pour cette recherche en collaboration provient d'une subvention d'innovation du fond de recherche Thrasher et par un financement complémentaire de la division de nutrition de l'UNICEF/New York. PLAN International a apporté un financement supplémentaire pour la recherche conduite en Bolivie.

L'étude d'évaluation a été conçue pour tester les hypothèses d'impact positif du programme sur le statut nutritionnel des enfants, sur la capacité économique de leurs mères, leur acquisition d'autonomie et leur adoption de pratiques sanitaires et nutritionnelles essentielles pour la survie de l'enfant.

Ce rapport présente les résultats de l'étude d'évaluation d'impact du programme du *Crédit avec Éducation* de CRECER (Crédito con Educación Rural). La mission de CRECER est d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être de ses clients, de leurs familles et de leurs communautés en apportant des services financiers et éducatifs, abordables et de haute qualité, en priorité à des femmes vivant en milieu rural. En juin 1999, les services du *Crédit avec Éducation* étaient offerts à plus de 15 500 femmes dans trois départements de Bolivie — La Paz, Cochabamba et Oruro. L'étude d'évaluation a été réalisée dans 28 communautés réparties dans cinq provinces de l'Altiplano (Aroma, Ingavi, Los Andes, Omasuyos et Pacajes) dans le département de La Paz.

L'enquête et la collecte des données anthropométriques (tailles et poids) ont été réalisées avec des paires mère/enfant différentes entre l'enquête de base en 1994/1995 et l'enquête de suivi en 1997. Un schéma quasi expérimental a été appliqué au niveau de la communauté afin de minimiser les déviations possibles. Après la collecte des données de base, les communautés ont été séparées aléatoirement en deux groupes : un groupe « programme » et un groupe « témoin » ; ce dernier groupe ne devant pas recevoir le *Crédit avec Éducation* avant la fin de l'étude d'évaluation.

Trois groupes échantillons de femmes ayant au moins un enfant de 6 à 24 mois ont été inclus dans la collecte des données de suivi : (1) les participantes au programme du *Crédit avec Éducation* depuis au moins un an ; (2) les non-participantes dans les communautés où le programme est présent ; (3) les résidentes des communautés témoins sélectionnées pour ne pas recevoir le programme pendant la période de l'étude. Les femmes des deux groupes de non-participantes ont été sélectionnées aléatoirement à partir de listes de toutes les femmes ayant des enfants de moins de trois ans. Dans les communautés plus petites, il a souvent été nécessaire d'interroger toutes les femmes ayant des enfants de l'âge désiré.

¹ *Crédit avec Éducation* est une marque de service protégée par Freedom from Hunger pour l'usage exclusif des organisations membres de l'Échange d'Apprentissage du *Crédit avec Éducation*.

L'impact du programme est évalué en comparant les différences dans les réponses et les mesures entre les périodes de base et de suivi pour les participantes du programme avec celles des non-participantes dans les communautés ayant le programme et les résidentes des communautés témoins. Des femmes différentes ont été incluses dans les deux périodes de collecte des données parce que peu de femmes avaient des enfants de moins de deux ans à la fois pendant la période de l'enquête de base et pendant celle de suivi. Étant donné que les enquêtes de base ont été réalisées avant la mise en œuvre du *Crédit avec Éducation* dans les communautés allant avoir le programme, les femmes qui ont répondu à l'enquête de base dans ces communautés ont ensuite été reclassifiées en fonction de leur participation au programme quand il a été présent dans leur communauté par la suite. Les femmes qui ont répondu à l'étude de base dans les communautés recevant le programme ont été classifiées soit comme « participantes de base », soit comme « non-participantes de base ». Lors de la comparaison des mesures de base des personnes qui ont ensuite participé au programme (participantes de base) à celles des participantes actuelles en 1997, la différence entre la période de base et celle de suivi peut plus directement être attribuée à l'impact du programme et non à des différences inhérentes entre les femmes qui ont décidé de participer au programme du *Crédit avec Éducation* et celles qui ont refusé.

Quelque soit la période, il n'existait aucune différence statistiquement significative entre les statuts socio-économiques des ménages (mesurés par les biens de consommation) ou entre l'instruction et le niveau d'illettrisme des femmes des trois groupes échantillons. Les participantes à l'étude de base avaient plus tendance à avoir commencé récemment leurs propres activités non-agricoles génératrices de revenus par rapport aux non-participantes des communautés ayant le programme.

En moyenne, les participantes de 1997 avaient souscrit à quatre prêts, avaient un prêt en cours auprès de CRECER d'un peu plus de 1 000 Bolivianos (environ 200 \$US) et avaient 281 Bolivianos (environ 50 \$US) en dépôt dans leur Association de Crédit². Quarante-cinq pour cent (85 %) des participantes de 1997 avaient au moins souscrit à un « prêt interne » (prêt provenant de l'épargne ou des versements de remboursement de leurs groupes d'emprunteuses) d'en moyenne 814 Bolivianos (environ 150 \$US). Les participantes de 1997 ont déclaré avoir utilisé une partie ou la totalité de leur prêt le plus récent auprès de CRECER de la manière suivante (par ordre décroissant de fréquence) : commerce, achat d'animaux pour la consommation de la famille ou pour les engraisser et les vendre, achat de matières premières pour l'agriculture et l'élevage d'animaux, activité artisanale.

Impact sur la capacité économique des femmes

La majorité des participantes de 1997 (67 %) estimaient que leurs revenus avaient « augmenté » ou « fortement augmenté » depuis qu'elles avaient adhéré au programme du *Crédit avec Éducation*. Le plus couramment, les participantes attribuaient cette amélioration à l'expansion de leurs activités génératrices de revenus, à la diminution des coûts des matières premières résultant de l'achat en gros ou avec des espèces ; ou au fait que les nouvelles activités ou produits rendaient possible l'accès au crédit ou à la vente sur de nouveaux marchés. Il n'existait pas de différence significative entre les périodes de base et de suivi dans le bénéfice mensuel non-

² Les équivalences en dollars ont été calculées en utilisant les taux de change au moment de l'étude. Le taux de change pour la période de suivi était : 1 \$US = 5,3 Bs.

agricole personnel des participantes en comparaison avec celui des non-participantes et des résidentes des communautés témoins. Toutefois, en additionnant le revenu non-agricole personnel des femmes et le revenu non-agricole général des ménages, les bénéfices mensuels estimés des participantes de 1997 étaient significativement supérieurs aux revenus non-agricoles totaux des résidentes des communautés témoins.

En 1997, le bénéfice mensuel non-agricole moyen pour l'échantillon de participantes était deux fois et demi supérieur au bénéfice gagné par les non-participantes et plus de cinq fois supérieur au bénéfice gagné par les résidentes des communautés témoins. D'une manière générale, les participantes de 1997 ont connu des améliorations significatives de leurs revenus non-agricoles, avec une grande diversité des bénéfices mensuels. Alors que certaines participantes ont déclaré avoir eu des bénéfices aussi élevés que 800 à 1 200 Bs. par mois (environ 150 à 225 \$US), un quart ont déclaré avoir eu des bénéfices inférieurs à 500 Bs. (environ 10 \$US). La stratégie d'utilisation du prêt d'une femme et le développement commercial de sa communauté influencent le degré de bénéfice économique qu'elle en retire.

L'impact a aussi été positif sur l'épargne personnelle. Les participantes avaient significativement plus tendance que les non-participantes et les résidentes des communautés témoins à avoir de l'épargne personnelle et avaient significativement plus tendance que les non-participantes à avoir plus de 100 Bs. d'épargne. Rien n'a montré que la participation au programme favorisait les compétences entrepreneuriales des participantes et notamment la prise en compte de facteurs liés à la demande et à la rentabilité lors de la prise de décision de commencer une activité génératrice de revenus.

Quarante pour cent (40%) des participantes de 1997 ont déclaré que le nombre d'animaux appartenant à leur famille avait augmenté depuis qu'elles avaient adhéré au programme de CRECER. Toutefois, le nombre moyen d'animaux (moutons, chèvres, vaches) acquis le plus couramment avec les prêts (selon les déclarations des participantes) n'était pas significativement différent entre les trois groupes. Une préoccupation croissante était évidente chez les emprunteuses investissant dans des animaux pour leur famille. Quand le montant du prêt augmente, beaucoup de femmes veulent acheter des vaches laitières — un des biens de production le plus important dans la région de l'étude. La courte période de prêt et la nécessité de rembourser toutes les semaines devient alors plus difficile pour les emprunteuses, en particulier quand les remboursements sont effectués, au moins en partie, à partir de sources de revenus autres que l'activité dans laquelle le prêt a été investi (comme le bétail).

Certaines différences dans les dépenses ont été observées entre les trois groupes. Les participantes de 1997 avaient significativement plus tendance que les résidentes des communautés témoins à avoir dépensé de l'argent pour des frais médicaux pendant la dernière année. Les participantes avaient aussi dépensé pour des vêtements un montant par personne plus important que les non-participantes ou les témoins ($p < 0,05$). Aucune différence significative n'a été observée en ce qui concerne les dépenses d'éducation, d'amélioration du logement ou de nourriture par personne. Toutefois, entre les périodes de base et de suivi, il existait une différence positive significative entre les participantes et les résidentes des communautés témoins : les premières avaient au moins dépensé un certain montant pour de la viande ou du poisson au cours de la semaine précédente, avec une différence marginale significative dans le montant moyen dépensé par personne.

Impact sur les pratiques sanitaires et nutritionnelles des mères

Pendant les six à dix mois précédant la période de collecte des données de suivi, les responsables et le personnel de CRECER ont entrepris diverses améliorations de la formation et ont développé du matériel afin de renforcer le volet éducatif. Ce travail commençait à produire des résultats. Une augmentation importante et significative a été observée entre les périodes de base et de suivi dans le nombre de participantes déclarant avoir appris des pratiques de bonne santé et de nutrition, en comparaison avec les non-participantes et les résidentes des communautés témoins. Une très forte majorité des participantes de 1997 (98 %) ont classé les informations qu'elles avaient acquises pendant les séances d'apprentissage comme étant « utiles » ou « très utiles ». Mais la qualité de l'éducation reçue par les participantes pendant la durée de l'étude variait encore beaucoup. Étant donné cette variabilité à l'intérieur de l'échantillon de clientes, il a été possible de rechercher si la qualité de l'éducation reçue par les clientes avait un effet sur leurs connaissances et leurs pratiques.

Les comparaisons des réponses entre les périodes de base et de suivi montrent que les participantes, en comparaison avec les non-participantes et/ou les résidentes des communautés témoins, ont significativement augmenté leur utilisation des pratiques sanitaires et nutritionnelles suivantes promues par le programme du *Crédit avec Éducation* :

- Donner le colostrum, lait riche en anticorps, au nouveau-né.
- Retarder l'introduction de liquides et des premiers aliments en complément du lait maternel jusqu'à l'âge idéal d'environ six mois.
- Ne pas utiliser de biberons.
- Introduire des aliments complémentaires à l'âge idéal d'environ six mois.
- Alimenter les enfants avec des aliments tels que de la viande ou du poisson.
- Donner plus de liquides que d'habitude aux enfants qui souffrent de diarrhée.
- Vacciner les enfants (à partir de déclarations personnelles, sans vérification).
- Terminer les dernières séries de vaccinations comme celle du DPT3 (attesté par le carnet de santé).

Les participantes de 1997 connaissaient aussi mieux la prévention de la diarrhée, en comparaison avec les non-participantes ou les résidentes des communautés témoins, et identifiaient en particulier « couvrir la nourriture » et « garder la nourriture propre » comme étant des moyens de prévention de la diarrhée.

Une mesure importante consistait à savoir si les femmes ayant eu plus d'un enfant avaient changé positivement la manière dont elles alimentaient ou allaitaient leurs enfants les plus jeunes inclus dans l'étude d'évaluation. Significativement plus de participantes de 1997 (21 %), par rapport aux résidentes des communautés témoins (seulement 19 %), ont mentionné des différences qui sont le reflet de changements positifs.

La qualité des services d'éducation reçus par les participantes au programme du *Crédit avec Éducation* était en relation directe avec le fait qu'elles avaient ou non changé positivement la manière dont elles alimentaient ou allaitaient leurs enfants les plus jeunes. Les participantes ayant reçu une éducation de « meilleure » qualité avaient significativement plus tendance (38 %) à déclarer avoir apporté des changements par rapport aux participantes ayant reçu une éducation « moyenne ou moins bonne » (8 %). En divisant l'échantillon de participantes en trois groupes,

celles ayant reçu la « meilleure » éducation avaient significativement plus tendance à avoir apporté des changements positifs que celles ayant reçu la « plus mauvaise » éducation.

Relativement peu d'autres différences significatives ont été observées en relation avec la qualité de l'éducation reçue par les participantes. Les enfants d'un an dont les mères avaient reçu une éducation « meilleure que la moyenne » avaient une plus grande fréquence de consommation de carottes ou de courges dans les trois jours précédant la collecte des données, en comparaison avec les enfants des participantes ayant reçu une éducation « moyenne ou moins bonne ». La consommation de légumes verts était aussi significativement supérieure pour les enfants dont les mères avaient reçu la « meilleure » éducation, en comparaison avec ceux dont les mères avaient reçu une éducation « moyenne ». Pour le thème de l'allaitement maternel, un score total basé sur plusieurs pratiques recommandées était en fait significativement supérieur pour celles ayant reçu la « plus mauvaise » éducation par rapport à celles ayant reçu l'éducation « moyenne » ou « meilleure ». Pour le thème de la diarrhée et des vaccinations, la tendance positive ou les améliorations étaient plus importantes pour les femmes ayant reçu l'éducation de « meilleure » qualité, bien qu'il n'y ait pas de différences significatives dans leurs connaissances et leurs pratiques par rapport à celles ayant reçu une éducation « moyenne » ou « moins bonne ».

Impact sur l'acquisition d'autonomie des femmes

Les indicateurs d'acquisition d'autonomie des femmes ont été conçus pour évaluer l'impact du programme au niveau du ménage et de la communauté.

Au niveau du ménage, la mesure du nombre de femmes déclarant une augmentation de leur contribution économique et de leur pouvoir de négociation au sein du ménage n'a pas montré de résultat significatif. Entre les périodes de base et de suivi, aucune différence significative n'a été trouvée dans la participation des femmes aux dépenses d'éducation. En termes de pouvoir de négociation au sein du ménage, aucun changement dans les prises de décisions n'a été évident dans les ménages des participantes en ce qui concerne les décisions telles que d'envoyer ou non les enfants à l'école, combien dépenser pour les vêtements, pour les médicaments ou pour les matières premières agricoles. Toutefois, il existait une différence positive significative dans les « dires » des participantes, en comparaison avec les non-participantes et les résidentes des communautés témoins, à propos de combien dépenser pour les réparations de la maison. Étant donné que ce type de dépenses est plutôt associé à une prise de décision masculine, ce résultat conforte l'hypothèse que quand les femmes contribuent plus au revenu du ménage, leur influence augmente dans des domaines étant habituellement plus sous le contrôle des hommes.

Un impact positif significatif a aussi été observé entre les périodes de base et de suivi en ce qui concerne les discussions des participantes avec leurs époux à propos de planification familiale, en comparaison avec les non-participantes des communautés ayant le programme. La plupart des Associations de Crédit incluses dans l'étude avaient participé à des séances d'apprentissage, pendant les réunions de groupe, portant sur la planification familiale. Aucune différence n'a été observée pour d'autres variables destinées à mesurer les changements au niveau du ménage : si la femme a donné de l'argent à son mari, si le mari lui a proposé de l'aider à s'occuper des enfants ou si le mari lui a proposé de l'aider dans son activité génératrice de revenus.

Au niveau de la communauté, le programme a semblé avoir eu une influence positive sur la participation des femmes à la vie de la communauté et sur leurs contacts avec la famille et les

amis. Entre les périodes de base et de suivi, il existait une différence positive significative entre les participantes et les non-participantes ou les résidentes des communautés témoins dans le pourcentage de celles qui :

- étaient membres de groupes communautaires autre que leurs familles ;
- avaient, dans les six derniers mois, donné des conseils à d'autres sur des pratiques nutritionnelles ou de bonne santé ;
- avaient, dans les six derniers mois, donné des conseils à d'autres sur des bonnes activités génératrices de revenus.

Les participantes de 1997 étaient aussi significativement plus impliquées dans la vie politique des communautés. Elles avaient significativement plus parlé à la réunion de l'assemblée générale de la communauté et s'étaient plus portées candidates ou avaient plus exercé de fonctions officielles au *sindicato* de la communauté, en comparaison avec les non-participantes ou les résidentes des communautés témoins. Toutefois, en l'absence de mesures de base, il est difficile de savoir si cette augmentation de l'implication politique est un résultat du programme ou un biais d'auto-sélection de ces femmes qui avaient plus tendance à participer au *Crédit avec Éducation*. Il est possible que la décision des non-participantes de ne pas participer au programme dans leur communauté soit en soi le reflet de leur manque de confiance en elles et de leur moindre implication dans la vie publique communautaire.

Impact sur les objectifs fondamentaux — statut nutritionnel et sécurité alimentaire

Pour ce qui est des objectifs fondamentaux du *Crédit avec Éducation*, l'étude d'évaluation apporte peu de preuves directes attestant d'une amélioration de la sécurité alimentaire et d'un meilleur statut nutritionnel des enfants des mères participant au programme.

L'incidence et la durée d'une « période de famine » étaient moins prononcées pour chacun des trois groupes de l'étude — les participantes, les non-participantes des communautés ayant le programme et les résidentes des communautés témoins. En général, il semble que la saison agricole et la sécurité alimentaire étaient meilleures en 1997 que pendant la période de base. Certaines mesures ont montré que la participation au programme du *Crédit avec Éducation* avait augmenté la capacité des ménages à gérer les périodes de stress alimentaire. Les ménages participant en 1997 avaient significativement moins tendance à avoir vendu un animal comme stratégie de réponse à un stress alimentaire, en comparaison avec les résidentes des communautés témoins. Presque le quart des participantes de 1997 ont déclaré avoir utilisé leur prêt le plus récent pour acheter de la nourriture pour leurs familles — achetant souvent des aliments en gros à un prix unitaire inférieur. Entre les périodes de base et de suivi, les participantes ont aussi eu significativement plus tendance que les résidentes des communautés témoins à avoir dépensé de l'argent pour de la viande ou du poisson pendant la semaine précédant la collecte des données.

Aucun effet positif du programme n'a été observé pendant la durée de l'étude sur le statut nutritionnel des mères, mesuré par l'indice de masse corporelle (IMC). Le manque d'effet du programme n'est pas surprenant étant donné la faible prévalence de la sous-alimentation maternelle lorsque cet indicateur qui mesure le poids d'une femme par rapport à sa taille (sa « minceur » relative) est utilisé. Seulement deux femmes parmi les plus de 400 femmes mesurées ont eu des valeurs de l'IMC indiquant une sous-alimentation.

De plus, aucun effet positif du programme du *Crédit avec Éducation* n'a été observé sur le statut nutritionnel des enfants des clientes, mesuré par la taille pour l'âge, le poids pour l'âge ou le poids pour la taille. Tout au long de la période d'étude, le statut nutritionnel des enfants des clientes âgés d'un an est resté relativement constant et était même inférieur pendant la période de suivi. La tendance observée pour les enfants des participantes est presque semblable à celle observée pour les enfants des résidentes des communautés témoins. Par contre, pendant la période de suivi, les enfants des non-participantes des communautés ayant le programme avaient une meilleure alimentation, mesurée par le poids pour l'âge, en comparaison avec celle mesurée pendant la période de base. L'échantillon des non-participantes a aussi montré une différence positive significative par rapport au groupe témoin dans les valeurs moyennes de l'IMC entre les périodes de base et de suivi. En termes de caractéristiques socio-économiques, telles que la possession de biens et le nombre d'années d'école, les non-participantes de 1997 n'étaient pas significativement « plus aisées » que les participantes de 1997 ou les résidentes des communautés témoins (voir tableau 3.2). Il semble que les non-participantes de 1997 aient été un échantillon systématiquement mieux nourri que celui de la période de base.

Des analyses supplémentaires ont permis d'examiner trois possibilités pour expliquer le manque apparent d'effet du programme sur le statut nutritionnel des enfants des clientes : 1) la qualité variable des services d'éducation nutritionnelle et sanitaire reçus par les clientes du *Crédit avec Éducation* ; 2) les stratégies d'utilisation des prêts ont des effets à plus long terme plutôt que des effets nutritionnels à relativement plus court terme ; 3) la prévalence d'entreprises du ménage plutôt que d'entreprises prioritairement contrôlées par les femmes. Parmi ces trois facteurs, le facteur qui est le plus sensible à des ajustements du programme est la relation observée entre la qualité des services d'éducation reçus par les clientes et l'amélioration relative du statut nutritionnel des enfants pendant la période d'étude. Il s'agissait aussi de la seule explication parmi les trois qui était confirmée par les données de cette étude. Les enfants des clientes ayant reçu les services d'éducation les « plus mauvais » avaient un statut nutritionnel inférieur pendant la période de suivi que pendant la période de base. Ceux dont les mères avaient reçu une éducation « moyenne » ou « meilleure que la moyenne » avaient un statut nutritionnel similaire ou meilleur. Entre les périodes de base et de suivi, une relation positive significative a été observée entre la qualité de l'éducation reçue par les mères et les scores Z du poids pour l'âge des enfants, ainsi que pour la prévalence d'une sous-alimentation modérée ou sévère mesurée par diverses variables au niveau de l'enfant, du ménage, de la communauté et de la province.

Conclusion

L'étude d'évaluation d'impact en Bolivie apporte la preuve que les services de crédit et d'éducation apportés ensemble à des groupes de femmes peuvent augmenter le revenu et l'épargne, améliorer les connaissances et les pratiques sanitaires et nutritionnelles, ainsi que favoriser l'acquisition d'autonomie des femmes. Un impact positif sur le statut nutritionnel des clientes et de leurs enfants n'a pas été évident, sauf quand une analyse plus approfondie du groupe de clientes a montré que le poids pour l'âge des enfants était positivement associé avec la qualité des services d'éducation reçus par les mères. Ce résultat conforte une des hypothèses principales sous-jacente à l'élaboration de la stratégie du *Crédit avec Éducation* — que sans amélioration dans les pratiques de soins, les augmentations de revenus et même l'acquisition d'autonomie sont peu susceptibles de générer des améliorations importantes du statut

nutritionnel des enfants. Ce résultat souligne aussi l'importance de l'attention apportée par les responsables des programmes à la qualité des services d'éducation offerts afin de favoriser des améliorations dans les pratiques de soins.

Bien qu'il ne s'agissait pas d'une cible de l'étude d'impact, il est aussi important de noter les performances du programme en termes de pérennisation financière. Pendant la période de six mois — de janvier 1999 à juin 1999 — le programme a eu un ratio d'autosuffisance financière de 95 %. Ce ratio indique que les intérêts payés par les emprunteuses couvrent 95 % des coûts de CRECER pour livrer le crédit et l'éducation, y compris les coûts financiers tels que les intérêts sur la dette et la réserve de perte de prêts. Cet excellent statut financier a été atteint tout en ayant une forte croissance du programme. Au 30 juin 1999, CRECER avait 15 595 emprunteuses et un portefeuille de prêts en cours de plus de 2,4 millions de dollars. Bien que le programme ne soit pas encore financièrement pérenne, les chiffres de CRECER représentent un niveau de recouvrement des coûts plus élevé que pour la plupart des interventions générant des revenus et certainement plus que pour les programmes traditionnels de santé et de nutrition. La combinaison d'impacts positifs et de pérennisation financière font que le *Crédit avec Éducation* est une stratégie qui a un potentiel d'impacts nombreux et durables sur la capacité économique des ménages, sur l'acquisition d'autonomie des femmes et, finalement, sur la sécurité alimentaire des ménages.